

Farm Bill 2007

Les agriculteurs américains *pourraient* *prendre un virage* *vert*

Par Nicolas Mesly

Pas question de *statu quo*! Les producteurs américains entendent s'adapter au puissant vent de changement qui souffle sur l'Amérique rurale, alimenté par un déficit fédéral monstrueux, une répartition inéquitable des subventions, des négociations corsées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une dépendance d'alcoolique au pétrole et l'œil méfiant du grand public, qui souffre d'obésité et qui exige de plus en plus d'aliments sains et un verre d'eau pure pour préserver sa santé et celle des futures générations.

Du moins, c'est l'avis de l'American Farmland Trust (AFT), un groupe de producteurs partisans de la protection de l'environnement qui dévoilait le projet d'un nouveau *Farm Bill* devant être approuvé par le Congrès américain en 2007.

« Près de la moitié de l'Amérique est constituée de fermes et de ranchs. Nous proposons une toute nouvelle structure pour remplacer des politiques désuètes par des programmes qui vont permettre à nos agriculteurs d'être en affaires tout en préservant nos ressources naturelles », a indiqué Ralph Grossi, président de l'AFT, lors d'une conférence de presse tenue au National Press Club à Washington en mai dernier.

« Producteurs, éleveurs, environnementalistes et le public sont prêts à appuyer un *Farm Bill* qui soit profermier, proenvironnemental et qui créera de nouvelles possibilités pour que l'agriculture américaine desserve les marchés locaux et qu'elle puisse concurrencer autour du globe tout en stimulant la vie rurale », a ajouté M. Grossi, également éleveur laitier en Californie.

« Le décompte est déjà commencé pour l'agriculture américaine », a pour sa part indiqué Clayton Yeutter, l'ancien représentant commercial sous l'Administration Reagan (1985-1989) et secrétaire de l'Agriculture sous George Bush père (1989-1991). « Nos producteurs et éleveurs doivent maîtriser leur destin et prendre la tête de la réforme de la politique agricole américaine. Ou alors, ils courent le risque de se voir imposer ces réformes par l'OMC », a indiqué M. Yeutter, en prenant pour exemple le cas du coton, pour lequel les producteurs américains ont perdu leur cause face à l'autre superpuissance agricole, le Brésil.

Les enjeux sociaux et financiers sont énormes pour l'Amérique. La politique agricole américaine mise en place il y a 75 ans, au lendemain de la Grande Dépression, a encouragé une surproduction de denrées sans véritablement contribuer au développement économique de l'Amérique rurale, estime l'AFT. « Tout le monde sait que la

majorité des aides sont allouées aux producteurs de cinq produits de base : riz, coton, soya, maïs, sucre. Ça n'a plus aucun sens ! » a indiqué Clayton Yeutter.

Pour préparer son « Agenda 2007 : un nouveau cadre et direction de la politique agricole américaine », l'AFT a interviewé 400 fermiers produisant une centaine de cultures différentes dans 48 États au cours de l'année 2005, sans compter une panoplie d'experts. Sur le plan national, il se dégage deux constats : le Congrès ne pourra pas défendre un nouveau *Farm Bill* qui draine 20 milliards \$ en subventions par année, tel que celui voté en 2002. Pour aller chercher un maximum de revenus du marché et pour redorer leur blason auprès de l'opinion publique, les agriculteurs interviewés jugent qu'il est grand temps d'enfiler un habit vert avec, en main, un nouveau contrat social.

La nouvelle politique agricole américaine, telle que proposée par l'AFT, repose donc sur trois piliers : 1) un nouveau filet de sécurité du revenu, 2) la gestion de l'environnement, 3) le développement de nouveaux marchés.

Ce nouveau *Farm Bill* compterait sur des moyens accrus en recherche publique et en développement, un meilleur service d'extension aux producteurs et une protection accentuée du territoire agricole. « Notre terre est le seul avantage concurrentiel que nous possédions. Elle fait trop souvent place à des maisons et des champs d'asphalte », a indiqué M. Grossi.

UN NOUVEAU FILET DE SÉCURITÉ DU REVENU « CAMÉLÉON »

Sous ce nouveau *Farm Bill*, les producteurs deviendraient des vendeurs de services environnementaux au même titre que des produits de base : séquestration de carbone (pour atténuer l'effet de serre), prévention d'inondations, protection d'habitats sauvages, recharge des eaux souterraines, développement de la biodiversité, pourvoyeurs de grands espaces d'eau et d'air pur. Pour payer les producteurs, l'AFT propose de muter une première tranche de cinq milliards \$ du programme de paiements directs des produits de base en paiements verts, conformes à l'OMC.

Les divers programmes américains de paiements directs, de prix garantis et de paiements contracycliques pour établir un prix cible des produits de base sont le point de mire de l'OMC (boîte orange). Ceux-ci ont encouragé des surplus de production dont l'écoulement subventionné engendre une forte distorsion du marché international.

L'AFT propose une recette qui assurerait une protection équivalente au revenu du producteur en visant cette fois un revenu cible pour la ferme. Le gouvernement assurerait une partie du chiffre d'affaires de l'exploitation, en cas de calamités par exemple, tandis que les producteurs assureraient le reste de leur revenu auprès d'assureurs privés. En plus d'être plus économique, cette suggestion, inspirée du caméléon, permet de muter les programmes orange en vert, compatibles avec les règles de l'OMC.

L'AFT propose également d'autres outils pour gérer les risques et protéger le revenu des producteurs, tels un régime d'épargne-retraite, un programme spécial de prêts pour des producteurs en difficulté financé par la Commodity Credit

Corporation ainsi qu'un programme pour permettre aux producteurs de se sevrer de l'aide directe octroyée jusqu'ici dans la culture de certains produits de base.

DES COOPÉRATIVES DE L'ENVIRONNEMENT

Le deuxième pilier du *Farm Bill* 2007, tel que proposé par l'AFT, compléterait les paiements verts et regrouperait tous les programmes de conservation fédéraux actuels. L'AFT propose de doubler la somme allouée à ces programmes et que ceux-ci soient majoritairement distribués par une nouvelle entité, soit l'Initiative de partenariat de conservation coopérative.

Parmi les applicateurs admissibles se trouveraient des groupes de producteurs, des municipalités, des organisations de conservation, des coopératives agricoles, des tribus autochtones, des ONG et des États, désireux de gérer un plan de conservation dans un endroit déterminé.

« Ces coopératives de l'environnement seraient les plus efficaces pour favoriser l'effort collectif, instaurer les bonnes pratiques environnementales, au bon endroit, au bon moment », a souligné M. Grossi.

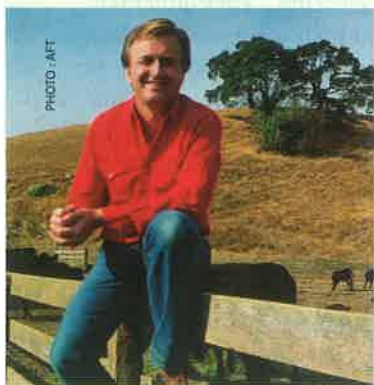
L'organisation recommande aussi de simplifier les programmes actuels pour les utilisateurs car, pour le moment, ils ressemblent à « une soupe alphabet ».

À LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX MARCHÉS

Le troisième pilier du nouveau *Farm Bill* 2007, tel que conçu par l'AFT, prévoit la création d'un programme de prêts de rentabilité doté d'un milliard \$ pour incubier de nouvelles entreprises, dont des coopératives nouvelle génération, et développer de nouveaux marchés.

Le cœur de ce programme est d'inciter « les producteurs à cultiver ce qui se vend au lieu de vendre ce qu'ils cultivent ». Développement de marchés de niches, marchés de producteurs, campagne d'éducation à l'achat local auprès des consommateurs, financement d'équipement pour développer des produits à valeur ajoutée sont au nombre des ingrédients visant à augmenter les revenus à la ferme.

L'AFT n'oublie pas les consommateurs. Au contraire. « La politique agricole et agroalimentaire devrait être liée plus étroitement avec les objectifs nationaux de santé et de nutrition. » L'accent est mis sur l'augmentation de la production de fruits et légumes, de noix et de cultures spéciales.



Ralph Grossi,
président de l'American
Farmland Trust.

L'accès aux marchés internationaux n'est pas en reste dans un pays où un hectare planté sur trois est dédié aux exportations, qui comptent pour 27 % du revenu agricole. « La clé est la réduction globale des barrières tarifaires jumelée avec l'établissement et l'application uniforme de normes de santé et de sécurité basées sur la science », a indiqué M. Grossi. L'AFT suggère de gonfler les fonds promotionnels à l'exportation et d'instaurer des programmes de substitution des importations par des produits nationaux.

Et pour sevrer l'Amérique du pétrole, l'AFT propose au gouvernement fédéral de faire appel aux agriculteurs pour produire des énergies renouvelables : biodiesel, éthanol, électricité pourraient représenter « jusqu'à 15 % des revenus à la ferme ». À la condition toutefois que les autorités pompent les budgets nécessaires dans la recherche et le développement, notamment dans la conversion de cellulose en biocarburants. Et qu'elles créent une demande pour ce type d'énergie en exigeant, par exemple, que toutes les nouvelles automobiles roulent avec un mélange biocarburant-essence d'ici 2017.

UN PROJET VISIONNAIRE ?

Le projet de l'AFT n'oublie pas la relève agricole et propose une série de mesures en vue de développer « une nouvelle culture de producteurs ». Parmi celles-ci : l'augmentation de prêts garantis, l'accès à des crédits d'impôt et des primes pour participer au programme de conservation des terres.

Côté phytosanitaire et santé animale, en parallèle à la grippe aviaire et la maladie de la vache folle qui ont fait la une des journaux, l'AFT recommande au gouvernement d'établir un meilleur système national de réponse d'urgence et de se doter d'un système de surveillance, de détection et de diagnostic de catégorie mondiale. Les pertes infligées à l'agriculture américaine par des maladies et des insectes se chiffrent à 120 milliards \$ par année.

Le projet de la nouvelle politique agricole proposée par l'AFT promet d'être âprement débattu au Congrès américain puisque plusieurs représentants ont été élus par des producteurs bénéficiant d'aide directe.

« Les demandes actuelles pour prolonger le *Farm Bill 2002* sont contre-productives et démontrent un manque de vision pour revitaliser notre politique agricole nationale », a souligné M. Grossi. « Même un petit prolongement ne ferait que remettre l'inévitable à plus tard, il permettrait

à d'autres de prendre la maîtrise de notre destin et nous ferait perdre cette chance unique de créer un appui à long terme pour notre secteur. »

M. Grossi n'a pu spécifier le coût exact de cette nouvelle politique agricole, mais il serait égal (ou moins dispendieux) à celui du précédent *Farm Bill 2002*. ■



Clayton Yeutter

PHOTO : AFT



Perspectives 2006

« La clé des chaînes »

Une question de survie pour les producteurs et les transformateurs

Par Nicolas Mesly

LE QUÉBEC S'APPAUVRIT

C'est l'implacable constatation de Gilles Soucy, vice-président et économiste en chef du Mouvement Desjardins, qui a dressé la table de cette journée de réflexion. L'économiste prévoit qu'en 2007, la vitesse de croisière de l'économie québécoise sera près de la moitié moindre que celle du reste du Canada.

Deux pays servent de locomotive à l'économie mondiale : les États-Unis et la Chine. Si le dollar canadien fracasse des records historiques, c'est en partie à cause de la soif du géant chinois pour le pétrole albertain. Un dollar qui fait très mal aux exportateurs canadiens de filets de porc ou de têtes de brocoli surgelé. De plus, « il n'y a plus d'excédents de pétrole dans le monde. C'est fini. L'époque de l'énergie à bon marché est terminée! »

Le Canada s'en tire bien malgré le choc pétrolier. Il a le plus bas taux de chômage en 30 ans. « Mais le pays est scindé en deux, l'Ouest et l'Est. » Plus de 155 000 emplois ont disparu l'année dernière dans le secteur manufacturier, qui inclut l'agroalimentaire, en Ontario et au Québec. Et la Belle Province est en voie de devenir l'enfant pauvre de la Confédération à cause d'une faible croissance démographique, son manque de productivité et l'absence de projets mobilisateurs pour relancer les investissements.

L'agroalimentaire québécois nage en pleine crise. Une crise provoquée par la hausse historique du dollar canadien, le bond spectaculaire du baril du pétrole et l'insécurité du résultat des présentes négociations de l'OMC. Dans cette mer démontée, producteurs et transformateurs québécois ont plus que jamais besoin l'un de l'autre s'ils veulent rester ensemble en affaires.

LE POULET DÉPLUMÉ

Sur le plan intérieur, dans l'industrie avicole, « les risques sont mal répartis entre les producteurs et les transformateurs. Les producteurs veulent produire davantage alors que les abattoirs soutiennent les inventaires », croit André Forcier, directeur général, d'Exceldor coopérative agricole.

De 2002 à 2006, les inventaires canadiens de viande de poulet ont atteint des records. Leur coût d'entreposage, à 2 cents le kilo, est astronomique. Toutefois, les inventaires de viande de dindon ont diminué « parce que les producteurs et transformateurs québécois se sont associés pour développer de nouveaux produits et promouvoir les marques nationales Flamingo et Exceldor ».

Sur le plan international, M. Forcier pense qu'une réduction marquée des tarifs, telle que tablée à l'OMC, l'industrie canadienne perdrait beaucoup de plumes.

« Même avec nos tarifs actuels de 200 %, on retrouve du poulet brésilien chez Costco. Et Tyson expédie ses volumes de cuisses destinés à l'alimentation animale. »

L'ouverture des marchés entraînerait une concentration des 135 usines de poulet du pays, incapables de concurrencer les abattoirs et les transformateurs brésiliens ou américains qui, dans certains cas, opèrent à 40 % moins cher, en partie à cause du coût de la main-d'œuvre. Les plus touchés seraient les 2800 producteurs structurés sous forme de fermes familiales.

QUAND DES ISOLATS LAITIERS TOURNENT EN DYNAMITE

Face à un marché laitier intérieur décroissant et à l'importation de produits de substitution, le défi, tant pour les producteurs que pour les transformateurs, est la lutte à l'importation de substituts laitiers à base de soya, croit de son côté Pierre Nadeau, président du Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ). C'est le cas d'un produit de remplacement illégal de mozzarella qui pourrait gruger une pointe importante du marché de la pizza évalué à deux milliards de dollars.

Selon M. Nadeau, l'OMC ne fera pas de cadeau. Et ce n'est qu'une question de temps avant que la technologie amène un autre produit semblable aux concentrés à haute teneur de protéines non tarifiables. Ces produits sont utilisés par les fabricants de produits laitiers (fromage, yogourt, crème glacée). Ils sont importés libres de douane en vertu des règles de l'OMC.

Pour cesser d'importer ces isolats, le président du CILQ propose de créer une classe spéciale de lait à prix réduit afin de produire ces concentrés en adoptant de nouvelles technologies.

« Vous nous demandez de baisser nos prix au niveau de prix internationaux subventionnés. En même temps, vous profitez d'un trou dans les importations. Et puis vous vendez dans un marché protégé avec tous les avantages que cela comporte », a rétorqué la directrice générale de la Fédération des producteurs de lait, Guylaine Gosselin.

Le ministre fédéral de l'Agriculture, Chuck Strahl, a demandé aux producteurs laitiers et aux transformateurs canadiens de régler leur différend sur les isolats laitiers. Selon Ottawa, ce litige compromettrait l'avenir de la gestion de l'offre que l'on tente de sauver à l'OMC.

GROGNE DANS LE PORC

« Le nouveau plan stratégique de la production porcine québécoise risque de tomber à l'eau. Si on ne réussit pas à raccorder la production à la transformation, c'est la fin! », a prédit Michel Morisset, président du groupe de recherche AGECO.

Heurtée de plein fouet par la hausse de la valeur du dollar canadien, Olymel, le plus gros exportateur de viande de porc canadien, a perdu plus de 150 millions de dollars en trois ans. L'entreprise a dû fermer trois abattoirs et licencier plus de 350 travailleurs dans la Belle Province.

Pour concurrencer l'efficace modèle d'intégration verticale préconisé par les entreprises

américaines, espagnoles, danoises, et brésiliennes, « où ce sont les abattoirs qui sont propriétaires des truies – ils contrôlent le poids et la spécificité des animaux abattus », Olymel cherche à contractualiser un porc coop en fonction des marchés d'exportation. Ce que ne lui permet pas l'actuel système de l'agence de vente des porcs, administrée par la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ).

Le gouvernement Charest a nommé un médiateur pour tenter de résoudre le litige entre les deux partis. Mais la médiation a échoué le 18 mai dernier. Et les deux partis se retrouvent devant l'arbitrage de la Régie des marchés agricoles. ►

MON NOM EST

MAX

RENCONTREZ VOTRE NOUVEAU
PARTENAIRE D'AFFAIRES AU
WWW.MAXAFFAIRES.CA
OU COMPOSEZ LE 1 866 448.7466, POSTE 290

ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER* UN
BLACKBERRY 8700R^{MC} AINSI QU'UN AN
DE SERVICE VOIX ET COURRIEL
ILLIMITÉ DE ROGERS^{MC}!

PRÊTS À EN FAIRE PLUS.

SERVICES
MAXAFFAIRES
AGRICOLE



**BANQUE
LAURENTIENNE**

*Aucun achat requis. Concours tenu par la Banque Laurentienne ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Le concours prendra fin le 31 août 2006. Certaines conditions s'appliquent aux prix. Consultez le règlement du concours disponible au www.maxaffaires.ca. La Banque se réserve le droit de mettre fin à ce concours en tout temps. ©2006 Research In Motion Limited. Tous droits réservés. Les marques, images et symboles associés aux familles RIM et BlackBerry sont la propriété exclusive et des marques de commerce de Research In Motion Limited utilisées sous permission. ^{MC} Marques de commerce de Rogers Sans-III S.E.N.C ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. © 2006.



OMC, UN MARCHÉ AUX ILLUSIONS?

En conférence vidéo en direct de Genève, Serge Lebeau, directeur des politiques agricoles à l'UPA, et Andrée Houde, négociatrice du gouvernement canadien à Genève, ont mis les participants au parfum du blocage actuel des négociations. Monopoles d'États, subventions, tarifs, produits sous gestion de l'offre... les règles de l'OMC changent et changeront le portrait de l'agriculture mondiale, incluant celui du Canada. Mais la date butoir du 31 juillet 2006 pour conclure cette entente, qui implique 159 pays, est-elle réaliste?

LES GRANDS PRÉDATEURS

Selon Christian Jacquiau, auteur du livre, *Les coulisses de la grande distribution*, les grandes chaînes d'alimentation européennes sont des « prédateurs ». « La ruse des hypermarchés, c'est de s'intercaler entre le producteur et le consommateur. La concentration des supermarchés ressemble à un sablier. Tout passe par une centrale d'achat avant d'atteindre le consommateur. »

D'après l'auteur, 10 000 acheteurs sillonnent le monde et négocient le plus grand volume de denrées au plus bas prix possible pour approvisionner la centrale d'achat Copernic, formée de cinq hypermarchés européens. Copernic, avec un chiffre d'affaires de 95 milliards d'euros, est le deuxième épicer mondial après Wal-Mart; le troisième étant le groupe français Carrefour.

Dans cette logique du « plus bas prix », les producteurs agricoles sont les grands perdants. Selon M. Jacquiau, « en France, on perd un agriculteur toutes les 3 minutes ». Le reste de la société est perdante aussi, dit l'auteur. « On baisse les salaires des travailleurs. On délocalise pour tirer les prix par le bas. On vous demande d'être compétitif avec la Chine et de vous contenter d'un bol de riz. Et lorsque vos travailleurs ne cotisent plus, on remet en cause les systèmes de santé et de retraite! On détruit l'organisation sociale! »

Pour contrer cette logique « destructrice », M. Jacquiau compte sur le changement du statut actuel du consommateur à celui de « consommateur » et le développement, même marginal, d'une filière alimentaire équitable. « Il ne suffit pas d'acheter un sac de café équitable pour se donner bonne conscience, mais se demander comment sont fabriqués tous les autres produits. »

LA LEÇON ESPAGNOLE

En Espagne, la coopérative agricole Guissona dame le pion à la plus grande chaîne européenne, Carrefour, dans le secteur des viandes. La recette de son succès repose sur trois ingrédients. Le premier : offrir aux consommateurs des produits 30 % moins chers que la concurrence. Le second : « Aucune subvention ». Les producteurs catalans n'ont jamais pu compter sur l'aide du gouvernement espagnol en raison de leur aspiration à l'indépendance. Enfin, troisième ingrédient : « Les producteurs ont compris qu'il n'y avait pas d'argent à faire ni à la ferme ni à l'abattoir », d'expliquer Mario Hébert, économiste principal à La Coop fédérée, « 50 % du revenu de Guissona provient de la vente au détail ».

Le chiffre d'affaires du groupe Guissona en 2005 est de 1,3 milliard \$ CAN. La coopérative possède le deuxième plus grand abattoir en Europe. Cailles, agneaux, porcs, poulets, œufs sont livrés en moins de 24 heures dans les quelque 280 boutiques, 15 supermarchés, 3 restaurants libre-service de 500 places répartis aux quatre coins de l'Espagne sous la bannière franchisée BonÀrea. Traçabilité complète. Fraîcheur totale garantie. Le consommateur y trouve son compte.

MAÏS DE THAÏLANDE, BROCOLI, CHOU-FLEUR ET HARICOTS CHINOIS FRAPPENT DÉJÀ À NOS PORTES

De retour d'un voyage en Asie, Marc Lémery, vice-président, opérations des Aliments Carrière inc. constate que la hausse du dollar fait mal et la double concurrence, asiatique et américaine, est extrêmement vive pour le transformateur québécois. Les premiers comptent sur une main-d'œuvre extrêmement bon marché et des récoltes qui durent de 10 à 11 mois. Les seconds, sur des usines automatisées qui sortent des millions de caisses à « low cost ».

QUE FAIRE?

Pour conclure la réflexion de cette journée, M. Laurent Pellerin, s'est dit « allergique au mot adapter » et propose « le statu quo ». Le président de l'UPA a ajouté qu'il faudrait peu de choses pour imiter le groupe Guissona. Et que l'agriculture québécoise ne s'est jamais si bien portée que lorsque l'UPA, la coopération, le gouvernement et le secteur privé « tiraient dans la même direction ». Des moments rarissimes. ▣